

Madagascar, les errements de la diplomatie française (2ème partie)

Madagoravox – Lalatiana – 16/02812

Entre la théorie et la réalité

Pourtant avant d'en arriver là, les lignes directrices des relations avec l'Afrique établies sur le plan théorique, paraissaient simples à lire et à mettre en œuvre.

Dans un contexte de refonte des zones d'influence, avec la chute du mur de Berlin et après Septembre 2001, la France ne peut plus intervenir de manière unilatérale sur le champ Africain. D'une part parce que sa légitimité est remise en question sur un continent lassé et blessé des pratiques passées de la Françafrique. D'autre part parce qu'elle n'a plus les moyens matériels d'assurer ces anciens rêves de grandeur et de puissance de la manière dont elle le faisait. Dans ce sens, face à la complexité et à l'ampleur des problèmes du continent noir, la nouvelle politique africaine de la France veut s'exercer depuis 2002 dans un cadre multilatéral.

L'engagement multilatéral fixe donc depuis 2002 le premier principe d'action de la politique africaine de la France, qui devrait de fait refuser de s'engager de manière ... unilatérale. Le second, principe serait l'africanisation des solutions et son corollaire, l'appui aux médiations régionales et africaines.

Cela, c'est la théorie. Et on a effectivement vu certaines initiatives de la France se réaliser dans un contexte multilatéral comme au Darfour ou lors de l'opération Artemis. Mais l'exemple de son intervention en Côte d'Ivoire s'avère bien moins probant en termes de multilatéralisme.

De la même manière, selon ces principes, la crise malgache aurait dû strictement se résoudre – à défaut d'une capacité de règlement malgache-malgache – en référence au seul arbitrage des instances africaines régionales. Visiblement ça n'a pas été le cas. La mise en œuvre d'un multilatéralisme absolu, est une gageure. Les initiatives émises et suivies par les instances communautaires africaines, n'étant pas toujours d'une efficacité avérées, un strict alignement sur ces initiatives mettrait de toutes façons la France en porte-à-faux taxée, on l'a dit, soit de néo-colonialisme soit d'ingratitude irresponsable. Entre le principe affiché et le réalisme politique, entre la solidarité de façade et la défense des intérêts, les prises de positions sont nécessairement ambiguës.

Entre légalité, légitimité et stabilité

En 2002, la lenteur de la reconnaissance par Paris du pouvoir de Ravalomanana procédait d'un principe particulier de la diplomatie française en Afrique : défendre avant tout et jusqu'au bout le pouvoir en place au nom des alliances antérieurement établies et, paraît-il, de la légalité. Mais en fait, sur ce volonté de respect de la légalité, le principe directeur reste celui de la stabilité... Et de la préservation des intérêts de la France y compris quand il s'agit de le faire face à un régime dictatorial ou corrompu ... « Esprit de Bongo, soooooors de cette valise diplomatique !!!! ». L'ennui est que sur ces bases, la diplomatie française se préoccupera peu de légitimité.

Hewan Serequeberan écrit ainsi :

Il existe donc un conflit entre la défense affirmée de la légalité en Afrique et la quête de stabilité, qui peut notamment impliquer de préférer des solutions altérant quelque peu la légalité. Ainsi, quand la France déclare qu'elle prône et défend le respect de la légalité, la gestion de la crise togolaise semble démontrer que ce principe est à géométrie variable. Dans le cas togolais, la position de la France est d'autant plus sujette à caution que la solution de stabilité permettait au fils de ne pas trop ébranler un régime ami.[...]

Si ce document date de 2006, il reste par malheur furieusement d'actualité, au regard du traitement de la crise malgache par Paris. D'une manière curieuse d'ailleurs, conformément à sa doctrine habituelle de support du pouvoir en place), Paris défend le TGV. Mais pourquoi diable n'a-t-il pas défendu le président sortant ? Certains diront : « Oui, mais Sarkozy avait de son temps reconnu qu'il s'agissait bien d'un coup

d'Etat »... Le même Sarkozy a accueilli en décembre 2011 le TGV en le félicitant de son « courage » et de son opiniâtreté.

Vous avez dit diplomatie rationnelle ?

Cette ambiguïté est d'autant plus malheureuse que dans le cas de Madagascar, comme ailleurs, la France s'est accrochée à une évaluation erronée des acteurs et des forces en place. Cet acharnement dans l'erreur, ce refus de se rendre à l'évidence surprend. Mais ceci relève, peut-être, d'un mode d'approche des problèmes qui semble propre à la culture française. Charles Cogan, chercheur et ancien chef du bureau parisien de la CIA caractérise ainsi le mode de fonctionnement des diplomates de l'hexagone :

Le résultat est un certain style français : [...] trouver la meilleure solution, par l'exercice de la raison, et s'y tenir avec ténacité – ce qu'on appelle, en anglais, «positional negotiations»; et, finalement, ne pas se soucier du fait de se trouver seul[...]. Après tout, quand on a trouvé la meilleure solution par la voie de la raison, on est peu enclin à la changer. [...] Cette situation, où l'on s'assoit à la table des négociations souvent avec une idée certaine de la position finale, a pour effet que les Français se trouvent parfois sans solution de rechange

Ceci peut, en partie tout au moins, expliquer l'enfermement de la chancellerie française dans l'erreur : aveuglée par le dossier le Lidec, marquée par les rancœurs mutuelles avec Ravalomanana, trompée par les lectures biaisées des opérateurs français ou bi-nationaux locaux lésés par le président/entrepreneur, manipulée par un lobbying de copains/coquins, ou entraînée par le ressentiment de certains figures publiques emblématiques, ou enfin enfermée dans les logiques de palais du pouvoir sarkozien, la diplomatie française n'a voulu voir qu'une face de la réalité de la crise malgache ... Et celle là a été diabolisée. Dommage ... Cette lecture partielle était loin d'être la plus pertinente. Elle n'avait pas mesuré que c'était des kleptocrates qu'elle accompagnait au pouvoir.

Si la diplomatie française doit évoluer, elle devra s'offrir une remise en question au moins sur ce plan : qu'il s'agisse de la Tunisie, de l'Egypte ou de Madagascar, comment son réseau d'informations et de renseignement a-t-il pu rester sourd aux réalités sociales des pays ? Comment a-t-il pu se laisser aveugler par des éclairages autant partiels et partisans ?

Paris brûle t il ... avec Tana ?

La diplomatie française s'est donc prise les pieds dans le tapis. Elle s'est prise elle-même en otage de ses erreurs d'analyse et de ses ambiguïtés. La décomposition de l'Etat malgache, la dégradation de l'économie bien évidemment, mais aussi le délitement moral et social du pays, le constat des impérities et dérives du TGV et de la clique au pouvoir depuis trois ans, ont probablement fait regretter à Paris d'avoir parié sur le mauvais cheval. Le constat d'autre part d'une audience de l'ancien président qui ne se dément pas et, pire, qui augmente (« c'était quand même mieux avant du temps de Ravalomanana») met Paris dans une position impossible.

Au jeu des possibles, les scénarios qui se dessinent autour d'un retour de l'ancien président ne sont pas tous des scénarios roses qui s'énoncent avec, en arrière plan, d'une part des colères et des frustrations et, d'autre part, des positions acquises sur la base de louches compromissions et malversations. Ces dérives mafieuses sont de la part de leurs auteurs impossibles à assumer sans craindre tout au moins des sanctions, sinon des représailles.

1. Le premier scénario serait celui d'un éclatement de la coalition au pouvoir, avec le risque de voir les factions et milices armées, aujourd'hui plutôt mal que bien canalisées, échapper à toute forme de contrôle.
2. Le second verrait un coup d'Etat militaire ou tout au moins un pronunciamiento de certaines factions de l'armée, jusque là soutiens grassement rémunérés par le TGV qui, restant formellement opposées au retour de l'ancien, décideraient de reprendre le pouvoir au dirigeant de la transition jugé trop mou.
3. Le troisième verrait un coup d'Etat militaire ou tout au moins un pronunciamiento de certaines autres factions de l'armée, lassées de la situation et de la dégradation de l'institution militaire, qui joueraient le jeu d'une transition consensuelle
4. Le quatrième verrait des provocations et manipulations qui pourront servir de prétexte à la mise en place d'un Etat d'urgence dirigé en réalité par les vrais faucons.

5. Le cinquième verrait, une décision enfin apaisée de conciliation nationale et de réconciliation, qui mènerait vers des élections libres, sereines et transparentes. Peut on y croire, même si on doit l'espérer ?
6. Le sixième serait le statu quo des positions actuelles, fait de négociations menées sur tango mortifère : un pas en avant, deux pas en arrière. Une promesse, deux reniements. Une libéralité, deux répressions. Jusqu'à l'explosion sociale.

Un télégramme de l'ambassade américaine déclarait :

Aucune des figures rencontrées par les officiers d'ambassade au cours de la semaine dernière n'était prête à prédire quand, ni même si, il pouvait y avoir une réponse véritablement populaire à la mauvaise gouvernance de la HAT et de Rajoelina, y compris après de nouvelles sanctions ou une nouvelle détérioration de la situation économique. Un responsable a déclaré, "ce pourrait être dans trois jours, trois mois, ou trois ans" parce que les Malgaches sont remarquablement patients, mais tout aussi imprévisibles. Tous ont évoqué à un moment ou un autre la menace d'une "explosion sociale" ou d'une "guerre civile", mais lorsqu'on leur a demandé de définir qui contre quoi, ou comment, aucun n'a pu développer.

Les perspectives restent globalement sombres. Les ingrédients pour une explosion sont là.

« La France se retrouve dans une position intenable »

écrivait donc Monsieur Châtaignier en 2006 à propos du dossier Togolais. Que n'a-t-il pas œuvré pour éviter de se mettre lui-même dans cette situation ?

Il reste que son futur départ, sans qu'il assiste à ces élections malgaches qu'il voulait si fort, n'est pas anodin. Sa prise d'un poste de directeur adjoint aux Affaires Etrangères, peut relever d'un choix personnel, d'autant que, arrivé à Antananarivo en 2009, il arrive au terme traditionnel des 3 ans de mission. Mais ce changement aurait pu se faire à tout le moins pour un poste de directeur et non pas de directeur adjoint. Passer de l'une des missions françaises à l'étranger les plus convoitées et les plus importantes à un poste au sein du ministère, est-ce une promotion ? Ou serait-ce une sanction ? Dans ce dernier cas, serait-ce le reflet d'une prise de conscience par Paris que les voies adoptées jusque là s'avèrent sans issue ? Ou alors ce départ prépare-t-une double alternance : en France et à Madagascar ?

Et demain ?

Paris est toujours en quête d'une politique africaine ... et à plus forte raison d'une politique malgache. Cette quête est d'autant plus incertaine que les acteurs de la diplomatie française ont du mal à se débarrasser de réflexes et de postures anciens. Henry Kissinger disait « je n'ai jamais rencontré un fonctionnaire français qui ne soit hautement intelligent » ... S'ils arrêtaient d'en être convaincus, s'ils pouvaient faire preuve de plus de vigilance et d'humilité, on aurait peut être moins de bêtises ...

Renouer avec une diplomatie de terrain, sortir d'un cadre franco-français pour réintégrer un cadre éthique d'intervention et de décision multilatéral et européen, sans renier une histoire enfin pleinement assumée, sera nécessaire à Paris pour re-tisser des liens rompus.

La rupture que semble vouloir engager le PS dans sa politique africaine peut l'augurer. Si Kofi Yamgnane, le monsieur Afrique de François Hollande, s'appuyant sur sa parfaite connaissance à la fois des rouages de la vie politique française, lui qui a vu les dérives de la politique africaine du gouvernement Chirac, n'arrivait pas, en cas d'alternance, à infléchir une diplomatie africaine de la France vers plus de respect et de dialogue ... On se demande alors qui pourra le faire.

Il reste que ces bêtises ne doivent pas nous absoudre de nos propres responsabilités. Il reste qu'il est vain d'attribuer tous nos problèmes à une puissance extérieure. Ce serait reconnaître que nous ne sommes pas capables de rester maîtres de notre devenir.

Mais tout ceci n'est toujours que conjectures ...

Bien à vous tous.

Références

- Principes et réalités de la politique africaine de la France » – De Boeck Université | Afrique contemporaine ; 2006/4 – N°220
- Southern Africa Report :
<http://www.southernafricareport.com/Member/SecurePages/SecureNews.aspx?niid=12277>
- Quelle diplomatie pour la France en Afrique en 2012-Terra Nova-2012
- Wikileaks - <http://cablesearch.org/cable/view.php?id=10ANTANANARIVO111>
- <http://madagoravox.wordpress.com/2011/02/27/droit-de-reponse-lettre-ouverte-a-monsieur-chataignier/>
- Wikileaks – 10ANTANANARIVO111: LOCAL FRENCH VIEWS ON MALAGASY CRISIS
- Wikileaks – <http://cablesearch.org/cable/view.php?id=10ANTANANARIVO97>
- La politique de la France à l'égard des conflits en Afrique depuis 2002, une politique à tâtons. Par Hewane SEREQUEBERHAN
- Le style diplomatique français. Richard Cogan

Source : <http://madagoravox.wordpress.com/2012/02/16/madagascar-les-erremments-de-la-diplomatie-francaise-2eme-partie/>